



**RAPPORT ANNUEL**

**APPLICATION DU RÈGLEMENT DE GESTION CONTRACTUELLE**

**2022**

Préparé par :

Mario Paillé, Secrétaire-Trésorier

Le 9 janvier 2023

## **1. PRÉAMBULE**

Sanctionné le 16 juin 2017, la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs*, permet, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, à une Régie intermunicipale de prévoir les règles régissant la passation de ses contrats dont le montant de la dépense est de 25 000\$ et plus, mais inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public (AOP). L'article 938.1.2 du Code municipal du Québec (C.M.) exigent par ailleurs que des règles à cet effet soient prévues au Règlement de gestion contractuelle (RGC) de la Régie. Par exemple, elle pourrait établir le seuil de la dépense à partir duquel elle attribue ses contrats de gré à gré. Ce seuil pourrait varier selon le type de contrat (services professionnels, exécution de travaux, etc.)

Conformément à l'article 938.1.2 du C.M., la Régie doit présenter annuellement un rapport concernant l'application du Règlement de gestion contractuelle du dernier exercice financier complet précédent avant le 31 janvier.

## **2. OBJET**

Ce rapport a pour principal objectif de renforcer la transparence du processus de gestion contractuelle de la Régie en renseignant les citoyens sur l'application des mesures prévues à son RGC.

## **3. LE RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE**

En vertu de l'article 278 de la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs*, les politiques de gestion contractuelle des organismes municipaux sont réputées des Règlements sur la gestion contractuelle (RGC), et ce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018,

La Régie d'aqueduc de Grand Pré a adopté son règlement de gestion contractuelle (Règlement no. 24) le 21 février 2019.

Le 17 juin 2021, la Régie d'aqueduc de Grand Pré a adopté le règlement numéro 29 modifiant le règlement sur la gestion contractuelle pour le rendre conforme à la *Loi instaurant un nouveau régime d'aménagement dans les zones inondables des lacs et des cours d'eau, octroyant temporairement aux municipalités des pouvoirs visant à répondre à certains besoins et modifiant diverses dispositions* (L.Q. 2021, chapitre 7). Cette loi prévoit que pour une période de trois (3) ans, à compter du 25 juin 2021, les municipalités devront prévoir des mesures afin de favoriser les entreprises québécoises pour tout contrat qui comporte une dépense inférieure au seuil décrété pour la dépense d'un contrat qui ne peut être adjudgé qu'après une demande de soumission publique.

#### **4. OCTROI DES CONTRATS**

Voir en Annexe 1 le sommaire des contrats de plus de 25 000\$ octroyés par la Régie.

#### **5. LES MODES DE SOLLICITATION**

La Régie peut conclure des contrats selon les quatre principaux modes de sollicitation possibles : le contrat conclu de gré à gré; le contrat conclu à la suite d'une demande de prix par écrit; le contrat conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation auprès d'au moins deux fournisseurs; ou le contrat conclu à la suite d'un appel d'offres public. Pour déterminer le mode de sollicitation à utiliser, la Régie tient compte de l'estimation de la dépense du contrat qu'elle désire octroyer ainsi que des dispositions législatives et réglementaires à cet égard.

La Régie tient à jour sur Internet la liste des contrats qu'elle conclut et qui comportent une dépense d'au moins 25 000\$. Cette liste est publiée, conformément à la loi, sur le système électronique d'appel d'offres approuvé par le gouvernement.

Également, tel que requis par la Loi, nous présentons la liste de tous les contrats comportant une dépense de plus de 2 000 \$ passés au cours du dernier exercice financier complet précédent avec un même cocontractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale qui dépasse 25 000 \$.

##### **5.1. Contrats dont la dépense est inférieure à 25 000 \$ et conclus de gré à gré**

Le Règlement de gestion contractuelle ne prévoit aucune règle spécifique à ce type de contrat. Pour l'année 2022, tous les contrats dont la dépense est inférieure à 25 000 \$ et conclus de gré à gré l'ont été selon les règles en vigueur.

##### **5.2. Contrats dont la dépense est supérieure à 25 000 \$ et inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public**

La Régie peut prévoir les règles de passation des contrats qui comportent une dépense supérieure à 25 000 \$ et inférieure au seuil obligeant l'appel d'offres public dans un règlement sur la gestion contractuelle (RGC) précisant pour quelles catégories de contrats ces règles s'appliqueront.

Tout contrat visé à l'un des paragraphes du premier alinéa de l'article 935 C.M., comportant une dépense d'au moins 25 000 \$, mais inférieure au seuil de la dépense d'un contrat qui ne peut être adjugé qu'après une demande de soumissions publiques en vertu de l'article 935 C.M., peut être conclu de gré à gré par la Régie.

Durant l'année 2022, tous les contrats dont la dépense est supérieure à 25 000 \$ et inférieure

au seuil obligeant l'appel d'offres public ont été octroyés suite à un appel d'offres publics ou sur invitations, sauf pour le renouvellement des assurances avec la FQM Assurances qui a été octroyé de gré à gré. L'octroi des contrats s'est déroulé selon les règles applicables en vigueur.

### **5.3. Contrats dont la dépense est supérieure au seuil obligeant l'appel d'offres**

La Régie doit passer par une demande de soumissions publique afin d'octroyer un contrat dont la dépense est supérieure au seuil obligeant l'appel d'offres public. La Régie doit alors respecter des délais minimaux de réception des soumissions de 15 jours ou de 30 jours et ouvrir les demandes de soumissions à certains territoires, selon ce qui est prévu dans le règlement ministériel fixant les valeurs de seuils et les délais minimaux de réception des soumissions.

Il existe quelques exceptions à la procédure d'appel d'offres public, notamment pour les contrats de services professionnels à exercice exclusif. En effet, les organismes municipaux peuvent accorder des contrats :

- de gré à gré pour les professions suivantes : médecin, dentiste, pharmacien et infirmier;
- sur invitation écrite auprès d'au moins trois fournisseurs pour les professions suivantes : avocat et notaire.

Durant l'année 2022, aucun contrat dans cette catégorie n'a été octroyé par la Régie.

## **6. PLAINTES**

Aucune plainte n'a été reçue concernant l'application du Règlement de gestion contractuelle.

## **7. SANCTIONS**

Aucune sanction n'a été appliquée concernant l'application du Règlement de gestion contractuelle.

Rapport déposé lors de la séance du 19 janvier 2023.



Mario Paillé  
Secrétaire-Trésorier

## **ANNEXE 1**

### **SOMMAIRE DES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$ OCTROYÉS PAR LA RÉGIE**

**LISTE DES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$ :**

<u>Entrepreneur</u>	<u>Description</u>	<u>Mode d'adjudication</u>	<u>Montant avec taxes</u>
Maski-Ford	Achat d'un nouveau camion	Appel d'offres sur invitation	63 236,25 \$
R.J. Lévesque et fils ltée	Réhabilitation du Puits SU-03	Appel d'offres sur invitation	48 059,55 \$
FQM Assurances	Assurances générales	Gré à gré, appel d'offres non prescrit	53 606,20 \$
Plomberie Pelletier Cartier	Réparation du drain du garage	Appel d'offres sur invitation	31 379,14 \$

**LISTE DES CONTRATS DE PLUS DE 2 000 \$ DU MÊME CONTRACTANT TOTALISANT PLUS DE 25 000 \$ :**

<u>Entrepreneur</u>	<u>Description</u>	<u>Mode d'adjudication</u>	<u>Montant avec taxes</u>
Plomberie Pelletier Cartier	Installation du débitmètre C-LV-E	Gré à gré	2 348,16 \$
	Réparation du drain du garage	Appel d'offres sur invitation	31 379,14 \$
			<b>33 727,30 \$</b>
R.J. Lévesque et fils ltée	Remplacement d'une section du Puits SA-23	Appel d'offres sur invitation	18 470,73 \$
	Réhabilitation du Puits SU-03	Appel d'offres sur invitation	48 059,55 \$
	Remplacement du moteur du Puits SU-02	Gré à gré, situation d'urgence	6 904,25 \$
			<b>73 434,53 \$</b>